

*Centre d'Etudes de l'Emploi, Cnam, Profession Banlieue
Colloque Territoires, action sociale et emploi,
Jeudi 22 et vendredi 23 juin 2006, Paris*

Jean-Luc MICHAUD

Directeur des affaires culturelles et de la communication de la Ville de Valentigney (Doubs), intervenant à Trajectoire-Formation (Montbéliard)
mail : jeanlucmichaud@free.fr

Brigitte GIRARD-HAINZ

Docteure en sociologie, qualifiée aux fonctions de maître de conférence, chargée d'enseignement à l'Université de Franche-Comté, intervenante à Trajectoire-Formation (Montbéliard)
mail : brigittehainz@tele2.fr

**Mémoires de territoires, solidarités de voisinage et
développement local.
Analyse de deux expériences en Franche-Comté :
"Terrains cultivés" dans le Pays de Montbéliard
et "Mémoires de Saint-Ferjeux" dans un quartier de Besançon**

Introduction

Dans le cadre de ces journées d'études durant lesquelles les organisateurs nous invitent à interroger les différentes formes de ce qu'ils ont nommé la "mosaïque territoriale", cette communication à deux voix - celle d'un professionnel (Jean-Luc Michaud) spécialisé dans l'accompagnement de projets culturels et mémoriels et celle d'une sociologue (Brigitte Girard-Hainz) poursuivant des recherches sur le phénomène associatif dans la vie urbaine et sur les modes d'intervention dans le cadre des politiques sociales et culturelles, vise à rendre compte d'une approche particulière de la construction de territorialités, sous l'angle de deux actions de valorisation des mémoires vivantes dans lesquels nous sommes tous deux impliqués, l'un dans le Pays de Montbéliard, l'autre dans un des quartiers de Besançon.

Nous présenterons tout d'abord un questionnement commun sur les rapports entre mémoires, identités et territoires. Puis nous développerons, l'un et l'autre, l'état actuel de nos analyses à partir des observations réalisées au cours de la mise en œuvre de ces deux projets mémoriels. Enfin, nous proposerons des hypothèses susceptibles d'enrichir à la fois la recherche sociologique et les actions de ceux que nous pouvons appeler, selon les termes proposés par Michel Rautenberg, les "faiseurs de mémoires"¹

I- Des faiseurs de mémoires et de territoires

À Saint-Ferjeux

Un travail de mémoire a été réalisé en deux temps. Dans les années 1980, les trois plus anciennes associations du quartier, une association sportive et culturelle, une fanfare d'harmonie et une Commune libre, ont entrepris la publication d'articles écrits par les bénévoles sur le passé du quartier et de la vie associative. Depuis, régulièrement

à l'occasion de fêtes ou de commémorations, ce passé est rappelé dans les discours des dirigeants et fait l'objet d'autres écrits. En 2005, un groupe de retraités s'est constitué au sein de la Maison de Quartier, sur l'initiative d'un membre du Comité d'administration, autour du projet "Mémoires de Saint-Ferjeux" qui vise à collecter les souvenirs d'enfance des habitants les plus âgés afin que ces mémoires du quartier des années 1930 aux années 2000 représentent, pour les jeunes générations, un témoignage du passé des lieux qu'ils habitent aujourd'hui.

À Montbéliard

Depuis 2004, des professionnels et des bénévoles fonctionnent en réseau, dans le cadre d'un projet de développement local initié par la Communauté d'Agglomération du Pays de Montbéliard (CAPM). Le projet "Terrains cultivés" vise à collecter une mémoire vivante afin de reconstruire les éléments identitaires d'un territoire. Des projets divers sont coordonnés, soutenus et financés par de nombreux acteurs associatifs et institutionnels dans le Pays de Montbéliard. De nombreux récits ont été collectés dans différents quartiers et dans les foyers de travailleurs.

La recherche d'un territoire qui fait sens

Il s'agit donc de redonner du sens à des entités telles que "Quartier", "Commune", "ville" ou "Pays", de les refonder en tant qu'espaces vécus dans le passé et dans le présent et de valoriser, promouvoir, susciter différentes formes de solidarités de voisinage - solidarités entre habitants d'un même immeuble, d'une même cité, de communes voisines, ou encore, de solidarités intergénérationnelles pour, comme le dit un "Ancien de Saint-Ferjeux", « faire la liaison entre les temps révolus et les temps modernes et laisser une trace aux jeunes générations », et ainsi, contribuer à la prise de conscience d'une appartenance commune à un même espace vécu, d'où la recherche du "bon territoire" qui peut faire sens pour ceux qui s'y sont inscrits de multiples manières au cours de leurs trajectoires de vie.

Mais il s'agit aussi de permettre une ouverture vers d'autres espaces ou de dévoiler des lieux oubliés ou méconnus, et ce, comme le souligne un acteur de "Terrains cultivés", « par la découverte de l'autre dans son altérité et sa richesse, au-delà des frontières sociales, géographiques et culturelles ».

Le territoire dont il est question ici de recomposer les mémoires collectives, est à penser comme un ensemble de proximités qui se croisent ou se superposent, et cela de manière complexe avec le développement des moyens de transport dans les villes occidentales où, comme le décrit François Ascher, « s'est formé un individu moderne, doté d'une autonomie relative croissante par rapport aux groupes dont il est issu et dont dépend sa vie sociale, et pouvant composer de façon de plus en plus singulière ses pratiques sociales »².

Des mémoires de territoires pour recomposer des identités

Les mémoires évoquent des territoires aux multiples facettes, « espace fonctionnel, symbolique, relationnel et politique »³ en perpétuelle recomposition pour chacun des individus qui les investissent différemment selon les périodes de leur vie, comme autant d'éléments de ce que le géographe Guy Di Méo appelle une « méta-structure socio-spatiale »⁴, c'est-à-dire « l'espace immédiat autour de l'aire résidentielle, plus l'ensemble des coquilles du vécu » ou « l'ensemble des structures multiples

constituées d'éléments et de rapports, tant sociaux que spatiaux, propres à chaque individu et qui le rattache au monde ».⁵

On peut dire que chacun construit ses propres représentations de son espace vécu en fonction de son "expérience sociale", définie par François Dubet⁶ comme un ensemble de conduites et d'activités dont les principes constitutifs sont hétérogènes et à travers lesquelles chacun est amené à construire le sens de ses pratiques individuelles et collectives. Mais ces représentations spatiales sont elles-mêmes des éléments de constructions identitaires, en articulation avec d'autres éléments tels que les situations de la vie quotidienne, les rapports de pouvoir dans lesquels se jouent l'implication et la reconnaissance des personnes et des groupes, leur attachement ou leur détachement, leur participation ou leur contestation, et enfin, travers les orientations stratégiques et les projets individuels et collectifs⁷.

Dans cette approche, on peut comprendre que la mobilisation des mémoires collectives soit une entreprise de réassurance identitaire. Comme le souligne Maurice Halbwachs, « le groupe, au moment où il envisage son passé, sent bien qu'il est resté le même et prend conscience de son identité à travers le temps »⁸. Cette permanence identitaire à travers le temps est rendue visible par l'évocation d'un cadre spatial qui a conservé les traces du passé par le tracé des rues, des places et des jardins, par les noms des lieux-dits et des rues, par les monuments, les maisons, les anciennes fabriques, ateliers ou échoppes. D'où l'importance de réhabiliter les friches industrielles, de refaire vivre les anciens métiers, de redonner aux façades leur aspect d'origine, de remettre en valeur les statues ou les fontaines.

Cette recomposition d'un passé met certes en lumière un territoire composite, éclectique, qui renvoie aussi à une mosaïque d'identités personnelles ou collectives. Mais il met aussi en évidence des éléments fondateurs d'une communauté humaine qui a « dessiné sur le sol »⁹ son territoire. Comme le souligne le philosophe et sociologue Paul Blanquart, « l'espace que l'on construit est à la fois une manière d'être, de vivre ensemble et de penser. Ainsi, « figures spatiales, structures sociales et formes mentales se correspondent, renvoient les unes aux autres dans l'unité d'une culture, d'une façon, en un temps et un lieu, d'être humain »¹⁰. Le travail de mémoire est donc une recherche des origines d'un territoire à travers les petits et les grands événements, les personnages célèbres ou les anonymes qui ont marqué la vie d'une communauté, les fêtes et les anciennes coutumes.

Des récits et des projets pour mieux vivre ensemble

Ainsi définis, on peut se demander si les projets mémoriels qui fleurissent en de nombreux endroits¹¹, ne traduisent pas un besoin de réaffirmer les fondements d'une vie sociale qui semble fragilisée par l'effet de la mondialisation et de ses flux qui traversent les anciennes frontières. Nos sociétés ne sont-elles pas en recherche de balises et de repères, soit pour réaffirmer l'existence de territoires dont les limites ont tendance à s'effacer alors que se dessinent des espaces plus vastes et correspondant à de nouvelles manières de commercer, de vivre et de penser, soit, à l'inverse, pour réaffirmer l'unité d'un territoire qui a tendance à se fragmenter sous l'effet du développement des inégalités sociales et des différences culturelles ?

Mais nous pouvons nous demander quels sont les éléments du passé que nous allons rechercher par la mobilisation des mémoires collectives ? Comme le remarque Paul Blanquart, « la tentation est grande pour refaire du lien, de réactiver des nationalismes ethniques et des fondamentalismes religieux qui se réclament d'identités culturelles fortes et fermées, repliées sur elles-mêmes, sous la bannière de mythes et

d'ancêtres fondateurs, forcément particuliers, et qu'il faut suivre en tout ». Or, poursuit-il, « si nous voulons refaire espace et société, et nous y sommes acculés, il va falloir faire de l'inédit. Et pour cela, changer de regard sur la réalité, trouver et mettre en œuvre, correspondant aux conditions de notre époque, une autre intelligence »¹².

La question est bien : des projets mémoriels pour quelle finalité ? En quoi contribuent-ils à développer une autre intelligence pour comprendre le monde contemporain et inventer de nouvelles manières de vivre ensemble ?

L'exemple des associations de quartier de Saint-Ferjeux qui redessinent les contours de leur "Territoire associatif" par une entreprise de mobilisation des mémoires collectives, montre comment les images du passé peuvent être ré-agencées, ré-interprétées, re-fabriquées en fonction des nécessités du présent en étant replacées dans des systèmes de notions ou cadres sociaux¹³ qui évoluent en permanence. En ce sens, le travail de mémoire est aussi un travail de l'imaginaire collectif.

L'exemple du réseau d'acteurs de "Terrains cultivés" qui redessinent les contours de leur "Pays" en collectant et valorisant une multitude de récits d'habitants, montre comment peut s'inventer un espace de projet non-institué sur un territoire, ouvrant de nouvelles perspectives d'action dans le cadre de la politique de la Ville ou préparant à de nouvelles interventions qui sortiraient du cadre de la politique de la ville qui, dans sa forme actuelle, se terminera fin 2006.

II- Vie associative et projet mémoriel à Besançon

Saint-Ferjeux, un quartier de la ville de Besançon

Saint-Ferjeux est à l'origine le nom d'une ancienne paroisse au Moyen âge. C'était un hameau loin des murs de la ville entourée par la "Boucle" du Doubs, mais qui a toujours fait partie de la commune de Besançon. À la fin du 19^{ème} siècle, avec la construction d'une basilique ayant un rayonnement régional, le village s'agrandit, avec un cloître, un collège. Il devient un lieu de villégiature pour les Bisontins fortunés qui y font construire leurs résidences secondaires. À côté des fermes, s'installent des ateliers d'artisans, des commerces, des auberges et des cafés.

Ce développement s'accélère avec l'installation du "tram" en 1900 qui relie ce nouveau faubourg distant d'environ 4 Km du centre-ville et séparé à l'époque et encore aujourd'hui, par de vastes terrains militaires et des casernes. En 1950, le "tram" est remplacé par des bus. Entre temps, de nouvelles populations d'ouvriers et d'employés se sont installées dans les deux cités-jardins, construites entre en 1920 et 1950. Cet habitat social individuel (de petites maisons identiques entourées d'un jardin) est favorisé par les politiques sociales de l'époque : La "loi Loucheur" de 1928 favorise la construction d'immeubles HBM (Habitations à Bon Marché).

Après 1950, l'urbanisation de cette partie de la ville se poursuit avec la construction d'immeubles collectifs résidentiels et des immeubles collectifs d'habitat social. Sur les terrains constructibles restés disponibles, de petites zones pavillonnaires s'installent. C'est aujourd'hui un quartier d'habitat hétérogène, situé entre le centre-ville et les quartiers de grands ensembles à la périphérie. Il compte environ 6000 habitants.

Territoire associatif et mémoires de quartier

Dans le cadre d'une thèse soutenue en janvier 2004¹⁴, l'intention sociologique de saisir les fondements identitaires d'une vie associative dite de quartier, s'est traduite par l'élaboration du concept opératoire de "Quartier-Symbole",¹⁵ qui signifie la « Forme » et le « Sens » d'une « réalité d'expérience » ou d'un « abstrait sensible »¹⁶ que des individus ou des groupes considèrent comme leur "quartier".

Ce "Quartier-Symbole" est le territoire commun de neuf associations de quartier qui organisent des activités culturelles, sportives ou de loisirs, fréquentées bien sûr par des résidents du quartier, mais aussi par un grand nombre de résidents d'autres quartiers de la ville ou mêmes de localités des environs. En effet, nous avons pu observer que les pratiques associatives s'organisent de moins en moins sur une base résidentielle et de plus en plus sur une base de relations interpersonnelles et de micro-appartenances dans une sphère urbaine.

Ce "Quartier-Symbole" est aussi un patrimoine commun, mis au jour et valorisé dans les années 1980 par une collecte des souvenirs des "Anciens" afin de relater « quelques succulentes histoires du vieux Saint-Ferjeux », « ne laisser personne indifférent sur ce qui se passait dans le quartier voici un siècle ou un demi-siècle » et « tirer du néant quelques vieilles anecdotes » qui, sans ce travail d'écriture, « s'éteindront définitivement avec ceux qui les possèdent encore »¹⁷.

Cette entreprise de reconstitution d'une mémoire collective peut se comprendre comme un passage de témoin entre générations d'associés pour conforter l'identité des groupes, comme pour signifier : Nous œuvrons dans la continuité de nos prédécesseurs, et nous perpétons la même tradition d'accueil et le même esprit de convivialité qui existaient il y a une centaine d'année dans la communauté de vie locale autour de la basilique de Saint-Ferjeux.

Des récits d'un Quartier-Village dans la ville

Mais ce travail de mémoire montre aussi comment l'imaginaire collectif est à l'œuvre dans les récits associatifs qui valorisent un particularisme local à la manière d'un conte qui peut être résumé de la manière suivante :

*Il était une fois Saint-Ferjeux, un petit village qui a su se préserver des effets néfastes de la ville moderne et conserver sa physionomie verdoyante contre la grisaille du béton, sa douceur de vivre contre le rythme stressant de la vie quotidienne. A l'inverse de certaines parties de la ville transformées en cité-dortoir, tout le monde se connaît, se dépanne et la qualité des relations familiales ou de voisinages permet l'épanouissement des personnalités. On quitte Saint-Ferjeux avec regret, et on y revient avec joie.*¹⁸

Ce récit merveilleux fonctionne à la manière d'un mythe qui, comme l'indique Claude Lévi-Strauss, « ne nous dit pas comment les choses se sont réellement passées » mais « comment les hommes ont besoin d'imaginer que les choses se sont passées pour tenter de surmonter des contradictions »¹⁹. Il fait appel à un âge d'or des appartenances communautaires villageoises pour montrer que ces liens de proximité peuvent exister encore aujourd'hui au-delà des tensions sociales inhérentes à la vie urbaine et grâce à la dynamique d'une vie associative de proximité. La construction de ce qu'on peut appeler le mythe d'un Quartier-Village dans la Ville relève, pour reprendre l'expression de Michel Bonetti, d'un « bricolage imaginaire »²⁰.

A la recherche d'une cité idéale

L'analyse des récits des associés de Saint-Ferjeux, montre comment l'imaginaire collectif fonctionne selon trois logiques, - la cumulativité (le cumul et l'amalgame de différents fragments de mémoires), l'occultation (l'oubli de certains pans de la mémoire) et l'euphémisation (l'atténuation de ce qui était odieux, désagréable ou triste dans la vie sociale passée), pour composer des formes de "Quartier-Symbole" différentes selon les périodes d'urbanisation, d'un hameau hors des murs de la ville, à un quartier aujourd'hui proche du centre-ville. Ces formes évoquent toutes des Cités idéales²¹ qui, à l'instar de celles qui ont été inventées par des penseurs utopiques²², sont à la fois des formes de protestation contre l'ordre social existant, des propositions de sociétés harmonieuses et des représentations d'un être social (ou d'un lien social) idéal.

L'utopie, qui « n'est pas seulement dans le "nulle part" de Thomas More ou de Rabelais, mais une composante de l'expérience du vécu social » comme le souligne Jean Duvignaud²³, est au cœur du projet associatif. Tout se passe comme si chaque groupement polarisait sur l'espace de la ville des éléments de la Cité idéale que les associés rêvent de construire ensemble, comme s'il disposait de différents projecteurs éclairant de manières particulières tels ou tels aspects de l'environnement ou laissant dans l'ombre certains autres. La réalité du quartier peut être ainsi révélée sous différents jeux de lumière qui en composent une image valorisante, présentée soit comme le résultat d'une action collective réussie, soit comme le résultat espéré d'un projet commun.

Le quartier mythique des associations est à considérer comme un récit des origines, c'est-à-dire l'histoire locale, telle que les groupements volontaires ont besoin de l'imaginer, un mythe ayant une fonction d'instauration de ces groupes, mais aussi comme une recherche d'un "autre-ordre social" pour tenter de surmonter les manques, les contradictions et les tensions sociales qu'ils perçoivent, c'est-à-dire une utopie donnant naissance et sens au projet associatif.

Un territoire de solidarités à remodeler en permanence

La mobilisation des mémoires collectives a contribué à l'actualisation d'un territoire symbolique, susceptible d'être investi tout autant par des habitants du quartier de Saint-Ferjeux²⁴ que par des résidants en dehors du quartier, les uns et les autres à la recherche d'un certain "esprit" ou d'une certaine "ambiance" qui, selon les expressions des associés, sont censés exister dans cette partie de la ville. La valorisation de Saint-Ferjeux qui « porte encore sur son visage les témoignages du passé » et la valorisation du passé associatif est une seule et même entreprise qui construit le cadre spatial en même temps qu'il conforte l'identité des groupements volontaires. Le fait que ces derniers aient traversé le temps est, d'une certaine manière, un gage de leur solidité et de leur légitimité. Ils peuvent d'autant mieux se poser aujourd'hui comme les gardiens « des moeurs et des coutumes locales » qui « risquent d'être étouffées par le flot des nouveaux arrivants » pour « préserver la vie à Saint-Ferjeux directement héritée des habitudes contractées au long des siècles » et lui conserver « sa propension étonnante à l'association »²⁵

Ce Territoire associatif est un cadre d'organisation des pratiques associatives dans des domaines divers comme les loisirs culturels et sportifs, l'entraide de proximité, l'organisation de fête de quartier et de temps conviviaux. Il est aussi un cadre de coopération entre une quarantaine d'associations qui ont su conforter, dans les années 1990, un pôle d'animation locale dont le dynamisme est reconnu dans la ville.

Mais ce territoire symbolique est à remodeler en permanence, en fonction des évolutions urbaines et des nouveaux projets associatifs. Nous pouvons donc faire l'hypothèse que la reprise de ce chantier des mémoires de quartier devait apparaître comme une urgence aux yeux des retraités qui ont repris le flambeau au cours de l'année 2005. Ils vont sans doute dessiner de nouvelles formes sur le sol et retrouver leurs souvenirs collectifs dans le cadre spatial ainsi défini. Et peut-être, à partir de là, pourront-ils, comme ils en expriment le souhait, se servir du passé pour penser le présent et le futur et réinventer de nouvelles manières de se retrouver et de s'accorder dans un même espace vécu et partagé. Par exemple, la publication d'un livre sur l'histoire du quartier est considérée comme une première étape d'actions bénévoles pour développer les liens intergénérationnels.

III- Développement local et projet mémoriel à Montbéliard

Le Pays de Montbéliard, une terre d'industrie

Le Pays de Montbéliard est une terre d'industrie, voire de mono-industrie, marquée par une forte empreinte protestante liée à son rattachement durant quatre siècles au duché de Wurtemberg, jusqu'en 1793.

Terre d'immigration dès le début du 20^{ème} siècle, il a accueilli successivement, Italiens, Polonais, Espagnols, Portugais, puis après la seconde guerre mondiale, des populations du bassin méditerranéen, Algériens, Marocains, Tunisiens, et enfin Yougoslaves et Turcs jusqu'en 1974, date de l'arrêt officiel de l'immigration pour le travail. Dès cette époque, on passe d'une immigration solitaire, les hommes célibataires, à une immigration solidaire avec le regroupement familial.

Sur le plan sociologique, on dit du Pays de Montbéliard qu'il est un territoire froid, peu expansif, dont les hommes sont centrés sur la sphère du "Travail" et non sur celle du "Plaisir". Il n'en reste pas moins, que la culture est fortement inscrite, avec des initiatives étonnantes liées à la dimension collective ouvrière, autour notamment du comité d'établissement Peugeot - la cité, bibliothèque, théâtre, dont la disparition en 1985 marquera de nombreux esprits, puis avec des structures culturelles et associatives qui dès le milieu des années 70 en pleine période de crise économique mettent en place des projets hors du commun pour cette époque et ce type de territoire :

- Résidence d'Armand Gatti en 1978, avec le premier centre d'action culturelle, dirigé à l'époque par Jean Hurstel, qui réalisera un documentaire fleuve « le Lion, la Cage et ses Ailes »,

- Début des années 80, le même Centre d'Action culturelle développe des projets avec les quartiers : mise en place d'une radio associative avant même la loi de 82, festival international de vidéo, D'Jaaa la mode, Art et automobile, soutien à des créations musicales de groupes de quartiers... des expérimentations qui déboucheront plus tard sur la création du CICV (Centre international de création vidéo, disparu en 2004),

- Apparition d'un volet culturel dans le premier contrat de ville en 1994, qui permettra aux villes moyennes et aux structures associatives et d'éducation populaire d'expérimenter et d'ouvrir ensemble avec des actions et des créations artistiques d'envergure : résidences d'écrivains, de compagnies théâtrales,

- A la même époque, la ville de Montbéliard mobilise pour la direction de la scène nationale une compagnie théâtrale, le théâtre de l'unité, création de la Compagnie des Bains-Douches, qui initie les premières manifestations « arts de la rue » (le réveillon

des boulons) mêlant création et insertion avec les publics en très grande difficulté sur la base d'un thème largement inspiré du passé et de la nature industrielle du territoire.

La question de l'action culturelle dans un cadre intercommunal

Le Pays de Montbéliard est l'un des premiers sites à s'organiser en intercommunalité dès 1959 sous l'impulsion d'André Boulloche. Cette intercommunalité passe de district urbain à communauté d'agglomération en 2000. Cette pratique communautaire de longue date, n'a pourtant pas incité la communauté d'agglomération naissante à prendre la compétence culturelle. Thème majeur des municipales de 2001, la compétence culturelle est encore aujourd'hui un élément conflictuel sur le plan politique. Au-delà de l'affrontement politique, il n'en reste pas moins que sur le plan symbolique, l'action culturelle ayant toujours été à l'initiative des communes en particulier des plus importantes de l'agglomération, l'idée d'une intercommunalité de projets rencontre des résistances de part et d'autre.

Hormis une ou deux communes réellement engagées dans une pratique intercommunale, les autres communes fonctionnent sur le schéma classique "je mets un € dans le pot commun, pour récupérer 1 €, voire 2". La notion même de solidarité intercommunale est rarement défendue par la majorité des villes.

Restent les acteurs, qui par le passé avaient déjà éprouvé ce type de pratique. Ils se connaissent, ils ont évalué dans l'action la pertinence de projets intercommunaux, ils mobilisent. Ils deviennent moteurs et réussissent à inciter les élus communaux à poursuivre dans la voie d'une intercommunalité culturelle.

Autre facteur déterminant, en particulier pour les institutions culturelles, la recherche de nouveaux publics et par conséquent des financements possibles dans ce cadre. Les quartiers deviendront par là-même plus attractifs pour ces structures.

Des pratiques "non-instituées" dans le cadre d'un projet inscrit dans la politique de la ville

Le premier contrat de ville (1994/2000) a été déterminant pour les pratiques "non instituées" dans des lieux non conventionnels. Des objectifs forts ont guidé les acteurs au sein d'une plate-forme animée par le chef de projet contrat de ville de l'agglomération. Les acteurs culturels et artistiques construisent des projets avec les acteurs des mouvements d'éducation populaire.

La réalité et l'environnement social et politique de la fin des années 90 (contrats locaux de sécurité) modifient la commande publique : tranquillité publique, gestion de l'urgence sociale deviennent les maîtres mots de la politique de la ville. Le second contrat de ville en souffrira dans la pertinence de son volet culture intercommunal. L'évaluation à mi-parcours de ce dispositif en 2003 met en lumière le fait que le volet culture a perdu sa pertinence, que les acteurs construisent moins ensemble, que chacun, gère à son niveau des projets plus modestes, moins structurants et dont les effets sont difficilement mesurables. La culture était devenue un instrument au service de la lutte contre les exclusions, mais n'était plus une fin en soi. Autre constat : la nécessité d'une coordination intercommunale des projets culturels inscrits au sein du volet culturel du contrat de ville.

La CAPM a retenu ce projet mémoriel dans le volet culturel du Contrat de Ville au moment de cette évaluation intermédiaire, notamment pour le volet culturel. Les préconisations issues de cette évaluation nous ont permis de construire les contours du projet de manière rigoureuse :

- S'attacher à donner un sens fort à l'action,
- Partir d'un thème fédérateur,
- Développer la qualification des acteurs,
- Construire une mise en réseau s'appuyant sur les ressources locales,
- Imaginer des valorisations plus visibles,
- Se mettre en perspective pour la sortie du dispositif.

La ville de Valentigney qui a initié ce projet, s'est chargée de la coordination du projet à l'échelle de l'agglomération avec l'appui d'une plate-forme d'acteurs. Pour nous accompagner dans cette démarche, nous avons fait appel à une structure extérieure : Opale Culture et Proximité, spécialisée dans l'accompagnement de projets culturels, puis à Pierre Wolkowski de Territoires Identités et Développements qui accompagne toujours ce programme.

Enfin, il n'est pas inutile de revenir sur le financement de cette opération. En moyenne, nous avons bénéficié d'environ 25 000€ par an. Ce financement vient en grande partie de la CAPM et du FASILD avec cette année, l'apport supplémentaire de la DRAC. Ces moyens ont permis de financer l'ingénierie, la formation, l'accompagnement, la communication avec la création d'un journal et l'amorce de certaines actions. Les premières réalisations engagées bénéficient toutes de financements propres auxquels vient s'ajouter l'aide logistique de "Terrains cultivés" pour la formation et l'accompagnement.

Un "chantier-laboratoire" pour rassembler les mémoires morcelées du Pays de Montbéliard

L'idée de travailler à la valorisation des mémoires vivantes est partie de constats, en particulier, ceux émis par les travailleurs sociaux du CCAS de Valentigney qui observaient un ennui chez les personnes immigrées au moment du départ en retraite. Comment prendre en compte ces personnes, au parcours morcelé, un pied dans le quartier et l'autre dans un pays d'origine qui s'éloigne. Comment s'attacher également à prendre en compte l'immigration de l'intérieur (vosgiens, bretons, bressans, lorrains...) qui a largement marqué ce territoire. Les parcours ont-ils été croisés ?

Cette première observation nous a rapidement conduits à pousser la réflexion sur la question des identités qui composent le Pays de Montbéliard : Sommes-nous dans un territoire composite, éclectique, singulier ? Comment éclairer les plus jeunes sur la vie, l'arrivée, le quotidien de leurs parents et par là même rétablir un continuum qui s'est rompu à cause de la non-transmission ?

Dès lors, la mémoire vivante devenait un matériau incontournable à collecter pour construire ces réponses. Avant tout, la mémoire est un moyen au service du territoire en aucun cas un but. La mémoire des habitants doit nous permettre de révéler l'identité (les identités) réelles du territoire concerné.

Dans le même temps, le territoire communal prévu initialement comme terrain de construction du projet devenait restreint. Les habitants naviguent, ont des trajectoires résidentielles qui les amènent à passer d'une ville à l'autre dans l'agglomération. Le bon territoire est donc devenu naturellement celui du Pays de Montbéliard.

De projet communal, nous sommes passés à projet intercommunal, proposé mi-2003 aux partenaires de la politique de la ville : la CAPM, FASILD, DRAC sous l'intitulé "Terrains cultivés", en regard de l'attachement à la terre de beaucoup d'immigrés de l'intérieur et de l'extérieur qui sont venus massivement après la seconde guerre mondiale dans le Pays de Montbéliard.

L'action et les questions des "agents collecteurs de mémoires"

Un chantier permanent de collecte de la mémoire collective a été ouvert début 2004. Après la réalisation d'un état des lieux des acteurs et des actions déjà réalisées ou qui s'engageaient, une rencontre-forum a été organisée durant deux jours en février 2004 avec plus de 80 participants. Un des acteurs raconte : «Une question centrale a été débattue : De quel territoire parlons-nous ? Cette évidence s'affichait comme une fierté. Mais sommes-nous tous du Pays de Montbéliard ? A cette épineuse question, celle des origines, l'embarras brouilla les visages de tous "ces pays de Montbéliard" que nous pensions être. Or, une seconde évidence éclaira cette mosaïque d'identités : nous sommes avant tout des habitants du Pays de Montbéliard, dont les origines réelles constituent une véritable valeur, celle des apports culturels constitutifs d'une identité que certains pensent unique, en tout cas singulière »²⁶.

Toutes ces questions ont permis de bâtir solidement les fondations du projet Il fallait un liant, une compétence. On ne manie pas la parole de l'autre sans un savoir être et un savoir faire pointu, exploitable et humain. Définie avec les acteurs en septembre 2005, cette formation a été conçue par Pierre Wolkowski, de la structure "Territoires Identités et Développements" de Roubaix, spécialisé dans les projets mémoriels et par le coordinateur du projet. Elle s'est déroulée au rythme d'une journée par mois avec 25 "agents collecteurs de mémoire" de novembre 2004 à juin 2005. Elle redémarre dès 2006 au même rythme.

Des accompagnements spécifiques ont été également engagés avec certaines structures qui souhaitaient mettre place des projets mais qui avaient besoin d'appui, les Foyers AMAT, la compagnie de théâtre Gakokoé, collecte de la mémoire dans les jardins familiaux.

Une conférence a été organisée le 19 janvier 2005 avec pour thème "La rencontre des forces vivantes locales, la connaissance et le partage de la mémoire au service du développement local et identitaire du territoire". C'était l'occasion pour les acteurs de rappeler leur postulat de départ : « l'action mémorielle est plus un processus au service d'autres politiques d'action qu'une fin en soi ». Des prolongements restent à imaginer en particulier dans le champ du développement local, sur des axes comme "actions mémoire et accompagnement de la personne âgée", "action mémoire et valorisation artistique", "mémoire et nouveaux métiers". Une seconde journée forum, temps de restitution et d'évaluation intermédiaire a été organisée en juin 2005 avec plus de 100 participants.

Un espace non institué de projet sur un territoire

"Terrains cultivés" est avant tout un espace non-institué dans lequel les liens entre acteurs et les modes de coopération ne sont contractualisés que de manière implicite. La culture du travail en réseau préexistait à ce projet mémoire avec notamment les acteurs socioculturels et artistiques inscrits dans le volet culturel du contrat de ville. Ce qui est insolite, c'est l'implication de nouveaux participants, intéressés à titre personnel ou déjà engagés dans les associations impliquées dans la politique de la ville. Ce projet fonctionne donc sur le principe de réaction en chaîne. Son originalité, c'est son emprise territoriale. Beaucoup de projets semblables existent, mais rares sont ceux qui s'exercent à l'échelle d'un territoire comme le Pays de Montbéliard (29 communes et 120 000 habitants), de manière intercommunale avec des thèmes et des acteurs multiples. Cette intercommunalité de projet est une étape de consolidation

qui nous permet de mobiliser les forces en présence et de réunir différentes familles d'acteurs qui ne travaillent pas toujours ni facilement ensemble.

En conclusion, deux hypothèses de recherche et d'action

A partir de ces deux exemples, nous pouvons tenter d'explicitier en quoi les projets mémoriels sont susceptibles de produire de la "solidarité", ou, pour employer un terme plus courant, du "lien social" qui est à la fois une force d'attraction et un processus de construction du sens²⁷. Pour cela, nous proposons deux hypothèses.

1- Les projets mémoriels permettent de réaffirmer la pertinence et la légitimité du local pour penser l'organisation de la vie sociale

Même si les projets mémoriels sont diversifiés et si chacun des souvenirs collectés est unique, particulier, la trame des récits constitués n'est-elle pas toujours la même ? Michel Rautenberg constate, par exemple dans les mémoires locales des villes de Saint-Martin-d'Hyères et d'Echirolles, qu'il s'agit d'un processus de remythologisation du collectif visant à produire une relation plus étroite entre la ville et ses habitants autour d'un "bien commun" légitimé par l'histoire²⁸. Les récits permettent donc de re-légitimer l'existence même de la ville et de la communauté d'habitants qui partagent les mêmes espaces de vie dans la ville, en retrouvant et valorisant les éléments fondateurs de ce "cercle magique" protecteur, à l'image par exemple des villes du Moyen âge, entourées de hauts murs, avec une place centrale réunissant les pouvoirs politiques et religieux.

Est-ce que nous ne reconstruisons pas des murs d'enceinte symboliques lorsque nous valorisons notre quartier, notre commune, là nous avons nos racines, nos souvenirs d'enfance, là où nous avons tissé des relations de proximité avec nos voisins ? Et, ce faisant, n'est-ce qu'une expression nostalgique des appartenances ancrées dans une "localité statique" face au développement d'appartenances multiples ancrées dans une "localité mobile" faite de lieux spécialisés (d'habitation, de travail, de commerces, de loisirs, de services, etc) que nous rejoignons en voiture ou en transports en commun, individuellement "branchés" sur le monde par téléphones ou ordinateurs portables ? Ou au contraire, et c'est ce que nous supposons, faut-il y voir, comme le pressant Alain Bourdin²⁹, l'expression d'un besoin de dessiner de nouvelles formes de localité constituée de réseaux de lieux très différenciés mais attractifs, soit pour y résider de manière agréable, soit pour les utiliser fonctionnellement de manière conviviale.

Dans la mesure où les mémoires sont susceptibles de mettre en lumière chacun des lieux, de les re-légitimer en tant que partie intégrante du tissu urbain, c'est de nouveaux modes d'organisation de la vie sociale qui peuvent être imaginés, non plus selon le principe hiérarchique du centre et de la périphérie, mais selon le principe de la complémentarité d'espaces différenciés reliés par des moyens de communication accessibles à tous, avec l'émergence de nouveaux lieux de vie quotidienne tels que les gares et les transports en commun, - qui seront d'ailleurs sans doute de futurs lieux de mémoires. Sur ce point, les préoccupations des acteurs de la mémoire peuvent rejoindre celles des aménageurs, des architectes et des concepteurs des plans de déplacements urbains.

2- Les collectes de mémoires vivantes peuvent contribuer à dessiner des territoires d'innovation

Nous avons vu comment les collectes de mémoires ouvrent des espaces d'expression et de création dans lesquels peut opérer le "travail" de l'imaginaire collectif, le terme de "travail" signifiant que l'imaginaire est toujours en élaboration, en ré-interrogation, en mouvement. Précisons que l'imaginaire, comme l'a montré Cornélius Castoriadis³⁰, a pour fonction de créer. Il est « un mode par lequel s'institue le sujet humain, les groupements humains, les sociétés. Il est ce par quoi sujet et société ne peuvent être existants et être pensés comme tels, et il utilise le symbolique pour s'exprimer ». Or, s'il y a des « cueillettes de paroles », ces paroles sont-elles écoutées, entendues ? Et si oui, par qui ? Selon Catherine Foret, « la plupart des actions observées donnent lieu à beaucoup de paroles, mais très peu de paroles instituant, c'est-à-dire susceptibles de faire trace dans les institutions et de peser sur les modes de production de la ville et le gouvernement de la société »³¹. La question se pose donc de la valorisation des récits collectés en tant qu'éléments de constitution d'un imaginaire collectif instituant, comme peuvent l'être d'autres imaginaires, - imaginaire national, régional, familial, voire individuel. Et la question se pose aussi de ce qui pourrait être institué.

Dans le cadre limité d'un quartier, et sous l'angle de la vie associative, nous avons vu qu'à Besançon, ce qui avait été institué, c'est un nouveau système de coopération entre les associations dites de quartier centrées plutôt sur l'animation de la vie du quartier, et une myriade d'autres associations spécialisées chacune dans un domaine d'activités. Le pôle associatif de quartier avait été ainsi conforté en s'ouvrant sur la ville et en renouvelant l'offre d'activités, tout en maintenant les traditions locales des anciennes associations.

A partir de cet exemple, nous faisons l'hypothèse que la mobilisation des mémoires collectives dans le Pays de Montbéliard pourrait ainsi produire un nouvel imaginaire d'une localité plurielle, contribuant à l'institution de nouveaux modes de coopération entre les acteurs du développement local, - entre ceux qui ont une approche globale et qui pensent l'évolution de l'agglomération en intégrant ses différentes composantes et ceux qui ont une approche spécialisée, par domaines d'actions ou ceux qui ont une approche plus localisée par commune ou par quartiers. Ainsi pourrait se concevoir de nouveaux territoires pour l'action en distinguant, comme le préconise Alain Bourdin, les territoires locaux de la construction de la vie quotidienne et ceux du développement et des projets qui ne sont pas définis selon les mêmes logiques.³²

C'est dans cette intention que s'inscrit "Terrains cultivés", à la fois actions pour les habitants eux-mêmes, et par ailleurs, espace démonstratif de nouveaux modes d'interventions et d'organisation : Nouveaux métiers, qualification des acteurs, extrapolation territoriale de la politique de la ville, nouvelles formes de coopération.

L'action mémorielle est dans ce cas plus un processus au service d'autres politiques d'action qu'une fin en soi. L'organisation fin 2006 de rencontres nationales sur le thème "la mémoire levier possible du développement local" va dans ce sens. Ces rencontres se donnent pour ambition de permettre aux élus communaux, communautaires, départementaux et régionaux d'appréhender d'autres clefs de lecture de leur territoire, donc de leur manière de voir et d'envisager le devenir de la ville. C'est l'approche de la notion de "***Territoire Socialement Responsable***" qui est visée dans ce cadre en construction.

Ces rencontres marqueront la fin du programme "Terrains cultivés" dans sa forme actuelle et doivent permettre de définir de nouveaux modes d'intervention et de

coordination et de transférer les compétences exercées par l'actuel maître d'ouvrage à un autre niveau, celui de l'agglomération. Bref, sortir du chantier-laboratoire !

Il y a certainement une part d'utopie dans les deux hypothèses qui viennent d'être présentées. Mais, si l'utopie est une composante du vécu social, elle est aussi, de manière encore plus évidente, au cœur de tout projet de transformation sociale.

NOTES

¹ C. GOUY-GILBERT, M. RAUTENBERG et P. RAMON, **Mémoire collective et patrimoine dans les périphéries urbaines, entre construction mythique et territoire**. In : J. METRAL (Ouvrage collectif coordonné par), *Les aléas du lien social*, Paris, la Documentation Française, 1997, page 48.

Ce terme de « faiseurs de mémoire » est emprunté aux auteurs de cet article.

² F. ASCHER, **La République contre la ville. Essai sur l'avenir de la France urbaine**, Paris, Editions de l'Aube, 1998, page 137.

³ R. MORIN et M. ROCHEFORT, **Quartier et lien social : Des pratiques individuelles à l'action collective**. In : *Revue Lien social et Politiques*, RIAC, N°39, 1998, pages 103 à 114.

⁴ G. DI MEO, **L'homme, la société, l'espace**, Paris, Anthropos-Economica, 1991, pages 127 à 129.

⁵ G. DI MEO, **De l'espace subjectif à l'espace objectif : l'itinéraire du labyrinthe**. In *Revue L'espace géographique*, N°4, 1991, pages 359 à 373.

⁶ F. DUBET, **Sociologie de l'expérience**, Paris, Seuil, 1994.

⁷ Selon les sociologues Pierre TAP, Marc-Henri Soulet et Claude DUBAR

⁸ M. HALBWACHS, **La mémoire collective**, Paris, Albin Michel, Méridiens Klincksieck, 1964.

⁹ Idem, page 232.

¹⁰ P. BLANQUART, **Une histoire de la ville. Pour repenser la société**, Paris, La Découverte, 1997, page 7.

¹¹ **Culture et Recherche N°10, avril mai juin 2004. Mémoires instituées et mémoires à l'œuvre : des lieux et des gens dans le devenir des villes**. (article de Claude ROUOT)

« Depuis près de vingt ans, de nombreuses actions patrimoniales, sociales ou artistiques liées au thème de la mémoire accompagnent les mutations rurales, industrielles et urbaines. (...) Elles visent aujourd'hui à la requalification de certains quartiers, dans le sillage de la politique de la ville et des politiques de renouvellement urbain. Elles visent à mobiliser les habitants des quartiers sensibles par la mise en commun de leurs paroles, de leurs histoires et de leurs mémoires. »

¹² P. BLANQUART, **Une histoire de la ville. Pour repenser la société**, O. Cit., page 26.

¹³ M. HALBWACHS, **Les cadres sociaux de la mémoire**, Paris, Albin Michel, 1994 (1925), pages 91, 278 et 279.

¹⁴ B. GIRARD-HAINZ, **Mythes et réalités urbaines dans la vie associative de quartier. Imaginaires de la ville, mémoires et identités collectives dans la construction de la solidarité associative à Saint-Ferjeux** (Besançon), Thèse de sociologie et anthropologie, soutenue le 9 janvier 2004 à l'Université de Franche-Comté, 721 pages.

¹⁵ R. LEDRUT, **La forme et le sens dans la société**, Paris, Méridiens Klincksieck, 1964.

¹⁶ Idem, pages 27 à 29 et page 56.

Le concept de "Forme-Symbole" permet de dépasser le clivage entre individuel et collectif. Selon Raymond Ledrut, "une Forme Sociale est individuelle et elle est collective parce que individu et société sont inséparables et dissociés seulement par abstraction".

¹⁷ Extrait d'une publication associative, 1988.

¹⁸ Ce résumé a été composé à partir des termes et des expressions contenus dans récits des associés de Saint-Ferjeux

¹⁹ C. LEVI-STRAUSS, **De près ou de loin**, Paris, Points, 1988, page 150.

²⁰ M. BONETTI, **Habiter. Le bricolage imaginaire de l'espace**, Paris, Desclée de Brouwer, 1994, page 21.

²¹ R. MUCCHIELLI, **Le mythe de la cité idéale**, Paris, Presses Universitaire de France, 1960.

Selon l'auteur, la Cité idéale est tout d'abord une protestation. Elle est « cette cité invisible que chaque homme porte en lui comme une nostalgie et un impératif éveillé par le refus du mal social ». Elle est « l'exigence de réalisation de cet autre-ordre social » qui « thématise toutes les métamorphoses », « la révolte, le rêve de la cité libérée, l'utopie, le plan de réformes ou la révolution ». Elle est aussi « cette

harmonie belle et parfaite, au point que même les artistes n'en peuvent imaginer d'autres, est une organisation vivante et souple, esthétique et efficace, des volontés consentantes ». Le rêve d'harmonie comprend quatre aspects essentiels : « l'unité d'esprit, la concorde, la justice, la coopération ». La Cité idéale est également « oecuménique par essence ». Enfin, elle est aussi une conception de l'homme idéal car « l'homme nouveau est le citoyen de la Cité idéale, dans la mesure où celle-ci contient en puissance l'humanité entière ».

²² Les Cités idéales sont situées dans un "nulle part", sur une île encore inconnue (par exemple la Cité du Soleil de Campanella), ou dans un nouveau monde (par exemple l'Icarie de Cabet). Le procédé d'exposition est souvent le même : un voyageur fait le récit de ses découvertes et, par comparaison, fait la critique de sa propre société et tente de démontrer qu'il est possible de la transformer.

²³ J. DUVIGNAUD, **L'utopie, composante du vécu social**, In : PEQUIGNOT Bruno (textes réunis par), *Utopies et sciences sociales*, Paris, L'Harmattan, 1998, pages 189 à 191.

²⁴ Le quartier de Saint-Ferjeux, tel qu'il est défini aujourd'hui par l'INSEE.

²⁵ Extraits de publications associatives, 1992.

²⁶ Terrains cultivés. Journal de liaison des acteurs de la mémoire du Pays de Montbéliard, juin 2005.

²⁷ Préface de Bruno PEQUIGNOT du livre : B. GIRARD-HAINZ, **Rêves de Ville. Récits d'une vie associative de quartier**, L'Harmattan, Février 2006.

Le lien social est « ce qui maintient le collectif comme tel et résiste à ce qui tend à dissolution. Il s'agit au sens de la physique d'une force d'attraction qui établit à chaque instant la place de chacun par rapport à tous les autres aux quels pour de multiples raisons ils sont liés : affection bien sûr (et sans doute aussi haine), coopération dans le travail ou les loisirs aussi, ou tout simplement "hasard" de la cohabitation ou de la rencontre. C'est cette réalité non matérielle (invisible au sens strict, comme l'est l'attraction universelle de Isaac Newton) dont on ne perçoit l'existence que dans certains moments particuliers où apparaît avec évidence qu'il se passe quelque chose d'autre ou de plus qu'une simple addition d'individus autonomes dans la vie sociale. »

²⁸ C. GOUY-GILBERT, M. RAUTENBERG et P. RAMON, **Mémoire collective et patrimoine dans les périphéries urbaines, entre construction mythique et territoire**. Op. Cit., page 37.

²⁹ A. BOURDIN, *La question locale*, Paris, PUF, 2000, pages 53 à 90 (Chapitre : Mondialisation et localité).

³⁰ C. CASTORIADIS, **L'institution imaginaire de la société**, Paris, Seuil, 1975, page 190.

³¹ Mémoires instituées et mémoires à l'œuvre : des lieux et des gens dans le devenir des villes.

³² A. BOURDIN, **La question locale**, op. Cit., page 237.

Selon l'auteur, les territoires locaux de la construction de la vie quotidienne se définissent par la logique de l'organisation des services et de l'accès aux moyens de la vie quotidienne, dans un espace de vie. Les territoires du développement et des projets répondent à des enjeux mobilisateurs qui sont ceux du développement. Le périmètre des uns n'est pas nécessairement celui des autres.